



Par

**MICHÈLE
COTTA**

A gauche, le front désuni des anti-Hollande

On a peine à le croire. Pendant que se déroule, par médias interposés, le seul débat qui vaille actuellement, celui de la sécurité des Français face à la menace djihadiste, pendant que Nicolas Sarkozy, dans *Le Journal du dimanche*, et Manuel Valls, à Europe 1, s'affrontent sur la réponse à apporter au terrorisme islamique qui a failli par deux fois cette semaine encore frapper, que fait la gauche de la gauche? A quel ballet politique se livre-t-elle alors que le feu est en France? Pour quels desseins? Quiconque aurait suivi, dans cette fin de semaine, Arnaud Montebourg ou Benoit Hamon à La Rochelle où se sont retrouvés les « frondeurs » socialistes, quelques heures après que les mêmes, rejoints par Jean-Luc Mélenchon et Cécile Duflot, ont défilé à la tribune, à l'occasion de la Fête de *L'Huma*, pour s'adresser aux sympathisants communistes, en aurait perdu son latin. A La Rochelle, les frondeurs sont tombés d'accord pour relancer l'idée d'une grande primaire citoyenne ouverte à toutes les forces de la gauche.

« S'ils sont unis sur le diagnostic, ils sont loin de se retrouver sur les solutions à apporter face au bilan du Président. »

Très bien, sauf que personne, pas même eux, ne peut croire une seule seconde à la possibilité de l'organiser.

D'abord parce que le PS n'en veut pas, ayant déjà proposé la sienne pour les mois de décembre ou de janvier prochain. Ensuite parce que l'un des principaux acteurs de la gauche, Jean-Luc Mélenchon, a dit et répété par avance, et depuis longtemps, qu'il ne s'y soumettrait pas.

Enfin parce que la seule idée qu'il peut y avoir deux primaires, pourquoi pas trois, à gauche, est le signe le plus éclatant d'une désunion qui confine à l'absurdité.

En réalité, au-delà des paroles, au-delà des postures, ou des ambitions déclarées, le seul vrai point commun entre ces différents prétendants est le procès fait à François Hollande.

Montebourg a donné le ton, à la fin août, en parlant à son propos d'« *impeachment* », cette procédure qui, aux États-Unis, autorise le Congrès à mettre en accusation le Président.

Avant-hier, le chef de file de l'aile gauche du PS, Christian Paul a ajouté que désormais,

« *la candidature du Président devient impossible* »,

et Benoit Hamon pense qu'« *il est trop tard pour lui* ». Jean-Luc Mélenchon a fait savoir depuis

déjà longtemps qu'en aucun cas il n'accepterait

d'apporter son soutien au Président sortant.

Le problème est que, s'ils sont unis sur ce diagnostic,

ils sont loin de se retrouver sur les solutions

à apporter à l'action et au bilan, qu'ils jugent

catastrophiques, de François Hollande.

Y a-t-il place en France, en 2017 pour deux ou trois

candidats de gauche, socialistes, communistes,

sans oublier les incontournables candidats

de Lutte ouvrière ou du Nouveau parti

anticapitaliste? Évidemment non, si on mesure,

comme le font les politologues, que la gauche,

toutes tendances confondues, est aujourd'hui

à son niveau le plus bas. Les adversaires de gauche

de François Hollande le feront peut-être battre,

mais ils n'ont aucune chance de gagner.